numéro 17 - novembre 2007

Cause Commune

Journal anarchiste - www.nefac.net



Le Cri, Edvan Munch, 1893 (détail)

Il faut donner du crédit à Mario Dumont. En bon politicien opportuniste et démagogue, le chef de l'ADQ avait flairé la bonne affaire en se présentant aux électeurs et aux électrices comme le champion de l'identité québécoise face aux dangereux « accomodements raisonnables ». Surfant sur la peur des uns et les préjugés des autres, Dumont a forcé la main de toute la classe politique en obligeant chacun des partis à se positionner sur son terrain.

En pleine campagne électorale, les libéraux improvisent la création d'une commission d'enquête chargée de prendre le pouls de la population sur cette épineuse question. Alors que la majorité des demandes d'accomodements proviennent de personnes nées au Québec, les deux co-présidents de la commission, les philosophes Charles Taylor et Gérard Bouchard, choisissent contre toute attente d'étendre le débat à la place des immigrant-e-s dans la société québécoise. Bien sûr, ce qui devait arriver arriva.

Depuis le début des consultations, pas un jour ne passe sans que ne se déverse un flot de commentaires racistes, méprisants et discriminatoires, relayé en direct par les principales chaînes d'information. Les réactionnaires de tous poils, décomplexés, partent en croisade contre ce qu'ils appellent « l'islamisation du Québec ». Rien de moins ! Il y a quelques années, il n'y avait guère que des groupuscules fascisants pour réclamer un moratoire sur l'immigration, pour soi-disant protéger les francophones contre l'assimilation au monde anglo-saxon. Dorénavant, ce discours est porté par un nombre croissant de personnes et de groupes, sous le fallacieux prétexte que l'intégration de certain-e-s immigrant-e-s est impossible en raison de facteurs culturels ou religieux. À peu de choses près, la nouvelle cheffe du Parti Québécois, Pauline Marois, va dans le même sens en proposant d'exclure les personnes qui ne parlent pas adéquatement le français de la « nationalité québécoise ». D'après l'une des éminences grises du PQ, l'universitaire Jean-François Lisée, cette proposition « répond (…) à la nécessité d'offrir une réponse aux inquiétudes identitaires qui troublent le Québec ». Loin de permettre une sortie de crise, le PQ jette en fait un peu d'huile sur le feu pour ne pas être en reste face au parti de Mario Dumont. Bien sûr, il se trouve des politiciens libéraux ou conservateurs pour se poser en défenseur de la diversité culturelle face à tous ces méchants «séparatistes» nostalgiques de la ceinture fléchée… Avant de sauter aux conclusions, n'oublions pas le calvaire infligé par les gouvernements, tous partis confondus, aux réfugiéEs. Le cas de Mohamed Cherfi et des sans-statuts algérienNEs est là pour nous rappeler à quel point l'État peut bafouer les droits les plus élémentaires lorsqu'il décide de punir un immigrant qui lui tient tête.

Dans ce contexte explosif, pas étonnant que de plus en plus de personnes immigrantes témoignent de l'hostilité dont elles sont victimes. Que se soit à cause de leur accent, de la couleur de leur peau, de leur nom de famille ou de certains signes distinctifs, les immigrant-e-s (les femmes en particulier) servent une fois de plus de boucs émissaires. En fait, comme l'a proclamé Janette Bertrand sur les ondes de Radio-Canada, ces gens ne doivent jamais oublier qu'ils sont « en visite chez nous ». Les immigrant-e-s doivent fermer leur gueule et plier l'échine. Tenez-vous le pour dit !

Face à ce délire xénophobe, nous refusons de fermer les yeux devant les attaques que subissent nos frères et nos sœurs, qu'ils/elles soient né-e-s ici ou ailleurs. Peu importe nos différences culturelles, peu importe la langue que nous parlons, nous partageons ensemble quelque chose de fondamental. Travailleurs, travailleuses, sans-emploi, précaires ou sans-statut, nous formons une seule et même classe, quoi qu'en disent ceux qui souhaitent nous dresser les uns contre les autres. Qui profite des divisions actuelles sur fond d'affrontement identitaire? Comme l'a résumé l'écrivain Dany Laferrière : « On voit uniquement des pauvres insulter d'autres pauvres. On leur laisse la parole, on leur laisse le débat sur l'identité. Alors, les pauvres se bouffent entre eux, pendant que le riche regarde tout ça de l'extérieur. Parce que lui – le riche – ne participe jamais à ce genre de débat sur l'identité : il est bien trop occupé à faire du fric… ».

Perspectives internationales

Jeudi noir pour Sarko...

Grève contre les mesures antisociales d'un gouvernement ultra-libéral

De notre correspondant à Paris (en collaboration avec AL). - La situation sociale en France est très tendue depuis l'élection au printemps dernier de Nicolas Sarkozy. Minable et petit Président de la République, il a un égo surdimensionné qui le pousse à croire que son élection est une autorisation à mettre à sac l'ensemble des droits et des avantages durement acquis par les Français et les Françaises. Tout comme Charest l'a fait et continue de le faire, Sarko attaque partout et simultanément, que ce soit l'immigration (avec la loi sur les tests d'ADN[1]), le logement (de plus en plus de sans-logis devant vivre dans des chambres d'hôtels hors de prix), le travail (offensive contre les régimes spéciaux[2]) ou encore en éducation (avec la loi sur l'autonomie des universités[3]).

Qu'à cela ne tienne, les travailleurs et les travailleuses, les étudiants et les étudiantes, les mal-logéEs et les groupes de défense des sans-papiers ont entrepris de faire comprendre à Sarko que son élection ne voulait pas dire qu'il pouvait s'attaquer impunément à tous et à toutes ! Jeudi le 18 octobre, les syndicats ont donc appelé à l'ouverture d'un front social marquant la riposte. Des travailleurs et des travailleuses de plusieurs domaines, mais principalement du transport (SNCF, RATP…)[4] ont amorcé une journée de grève. Cette grève d'une journée allait-elle déborder dans un mouvement plus radical de grève reconductible? La direction de la CGT[5], le plus important syndicat français, annoncait qu'elle n'irait pas en grève reconductible. Chez les cheminots, SUD-Rail[6] (dans lequel nos camarades d'Alternative Libertaire (AL) sont assez influentEs) et FO[7] (réformiste et corrompu mais capable d'être parfois assez radical) et d'autres regroupements syndicaux appellent pour leur part à des grèves reconductibles. L'appel de la direction de la CGT a fait l'effet d'une douche froide sur les militantEs qui espéraient voir dans le 18 octobre une reprise des mouvements historiques de 1995 et 2003. Malgré tout, on remarque qu'à plusieurs endroits au sein de la CGT, des voix discordantes se font entendre et dépassent sur la gauche les mots d'ordre de la bureaucratie syndicale. Au moment d'écrire cet article, certaines assemblées générales appelaient à une reconduction pour une journée de la grève, mais tranquillement les services de transport reprenaient. L'avenir nous dira si la grève sera reconduite et surtout, si la reconductibilité sera suivie par les travailleurs et les travailleuses.

Les travailleurs et les travailleuses ont été rejointEs dans les manifestations par les étudiants et les étudiantes qui semblent eux et elles aussi déterminé-e-s à en découdre avec le pouvoir. Fort des erreurs commises lors de la mobilisation contre le CPE[8], certain-e-s étudiant-e-s s'organisent en vue d'un débrayage solidaire aux côtés de leur camarades travailleur-euse-s. Des AG de grèves sont prévues dans quelques fac et certains lycéens semblent également vouloir se joindre à la lutte. Par contre, la réponse dans les facs aux mobilisations est encore assez nébuleuse, tout comme chez les travailleur-euse-s. Beaucoup craignent de voir les perfides négociateurs de l'UNEF (l'équivalent français des corpos collabos que sont notre FECQ et notre FEUQ) trahir encore une fois le mouvement.

Suite en page 4

L'anarchie de A à Z

« P »

comme Patriarcat

Le patriarcat est un système social qui repose sur l'oppression des femmes au profit des hommes. Ce système a des impacts sur pratiquement toutes les facettes de nos vies : l'inégalité des rôles sociaux et des salaires attribués aux femmes et aux hommes, l'exclusion des femmes des hautes sphères politiques, l'imposition d'une langue sexiste, la valorisation des attitudes machos, la plus ou moins acceptation sociale du viol...



On connaît mal l'origine du patriarcat, mais on peut imaginer que l'enfantement est à la base de la division sexuée du travail et que les fondements politiques du patriarcat découlent de cette division.

Si le patriarcat se perpétue encore aujourd'hui, alors que le fait de pouvoir avoir des enfants n'égale plus forcément être confinée à la sphère familiale, c'est grâce à la socialisation sexuée des garçons et des filles. Les comportements et les rôles sociaux liés aux genres ne sont ni librement choisis ni imposés par les gènes ou par des dieux : ils sont reproduits à travers les générations par les institutions sociales, politiques et économiques, comme les écoles, les partis politiques et les corporations.

La réaction d'auto-défense des femmes face à cette oppression patriarcale, et face à sa réalisation idéologique, le partiarcalisme, a donné naissance au féminisme. Les féministes ont entrepris de combattre l'oppression des femmes partout où elle se trouve en développant des outils théoriques et pratiques qui permettent de reconstruire de nouvelles manières de vivre égalitaires. Le suffrage universel, l'accès aux postes de pouvoir, la modifications de lois sexistes sont des exemples historiques des changements importants que les féministes ont réussi à apporter à nos sociétés construites sur le cadre patriarcal.

Même si en théorie l'anarchisme, ennemi de tous les autoritarismes, est complètement compatible avec le féminisme, en pratique, les anarchistes sont eux et elles aussi socialisé-e-s à la manière patriarcale et reproduisent de manière consciente ou non les comportements patriarcaux.

Le patriarcat a survécu longtemps sans le capitalisme et pourrait encore le faire à l'avenir. Afin que nos formes d'organisation, nos revendications et nos tactiques soit adaptées aux conditions de l'ensemble des exploité-e-s, il est donc nécessaire de reconnaître l'existence de l'oppression spécifique des femmes puis d'intégrer des modes de fonctionnement anti-patriarcaux dans nos mouvements. Un mouvement révolutionnaire entaché par une culture sexiste, même s'il se voulait anti-capitaliste, aurait peu de chance de contribuer à la construction d'une société réellement égalitaire.

Chaîne de la vie:

Cinq fois plus de pro-choix que d'anti-avortement

Le 7 octobre dernier, les intégristes chrétiens étaient une vingtaine à Québec pour la manif annuelle des anti-avortements… Nouveauté cette année, à l'appel de la NEFAC et du collectif de l'émission féministe libertaire «Ainsi squattent-elles», une centaine de personnes leur contestaient la rue et contredisaient leur discours réactionnaire.

Les collectifs à l'origine de la contre-manifestation ont largement atteint leurs objectifs. Les intégristes ont été confrontés et leur message médiatique a été bousillé. À l'heure où les réactionnaires sont à l'offensive et où ils occupent l'espace médiatique dans le dossier des accommodements raisonnables, il est important qu'une opposition de rue apparaisse au grand jour.

On retrouvait sur le pavé plusieurs camarades de lutte rencontréEs dans le mouvement étudiant et le mouvement communautaire, de même que quelques syndicalistes. Une bonne délégation de Québec solidaire, seule organisation politique non-associée à la gauche libertaire à avoir officiellement appuyé l'action, était également présente. Cette manifestation prouve que les initiatives libertaires peuvent avoir un écho beaucoup plus large que notre stricte famille politique. Pour peu qu'on fasse preuve de leadership politique, nous pouvons donc entrainer une partie de la gauche dans l'action. Une leçon à retenir...





L'Union Locale de Montréal a maintenant sa presse d'agitation sur le web.

Le Blogue d'Information Politique (BIP!) de l'Union Locale de Montréal, groupe membre de la Fédération des Communistes Libertaires du Nord-Est (NEFAC), est le nouveau-né de la presse d'agitation montréalaise. La NEFAC-Montréal aura donc maintenant en plus du matériel de la Fédération soit la revue *Ruptures* et le journal *Cause Commune*, un nouvel outil d'AgitProp sur le web. Cette nouvelle presse d'agitation nous permettra de réagir immédiatement à l'actualité, de pouvoir se positionner rapidement, de cracher nos coups de gueules autant à gauche qu'à droite, d'analyser l'actualité locale et internationale, de dénoncer, de revendiquer, de provoquer, de débattre et de diffuser le plus largement nos idées….Bref, un blogue d'agitation libertaire!

Le contexte politique étant de plus en plus moribond, il est plus que nécessaire d'agir sur tous les fronts et de tenter d'influencer et de radicaliser autant les mouvements sociaux et la gauche réformiste, que « Mr. et Mme tout le monde », nos voisins ainsi que nos collègues de travail. En tant que communistes libertaires, nous croyons qu'il existe une alternative politique radicale à la démocratie bourgeoise, à la droite sécuritaire et à l'extrême gauche autoritaire. Ce blogue nous permettra donc de continuer notre lutte pour une société libertaire, sans classe et sans État. La classe dominante et leur propagande néolibérale ont maintenant un nouvel ennemi dans le maquis de l'information alternative, nous ne ferons pas de quartier!! Nous avons marre des compromis et des fausses alternatives, c'est pourquoi nous proclamons la Commune!

Restez branchés, les communards montent aux barricades… l'url du blogue: nefacmtl.blogspot.com



Lisez aussi *Ruptures*!
La revue de la NEFAC.
Info en ligne à
www.nefac.net/node/599



Cause commune est le journal de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). 4000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantEs libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de la NEFAC le plus près de chez-vous.

Contacts :

Montréal : mtl@nefac.net
Québec : nefacquebec@yahoo.ca
Sherbrooke : sherbrooke@nefac.net
Saguenay/Lac St-Jean: lenoiretlerouge@hotmail.com
Trois-Rivières : la_reponse@hotmail.com

Abonnement de soutien au journal (20$ / un an)
Chèque à l'ordre de «Groupe Émile-Henry»
Collectif anarchiste La Nuit a/s E.H, C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0

La privatisation de la guerre

Récemment, les médias bourgeois ont parlé abondamment d'un incident en Irak impliquant la « compagnie de sécurité privée » américaine Blackwater USA. Cette firme aurait, selon de nombreux témoins, ouvert le feu sur une foule à Bagdad, tuant 17 civils. En fait, selon le Pentagone, les civils n'étaient pas armés et les employés de la firme auraient ouvert le feu sans raison. Selon le *New York Times* (1) et de nombreux journaux, cette firme aurait été impliquée dans plus de 200 incidents de ce type depuis 2005.

Blackwater USA est l'une des nombreuses firmes ayant des contrats avec le gouvernement américain en Irak afin d'assurer différentes fonctions pouvant aller de l'intendance à la construction d'infrastructures, jusqu'aux opérations militaires les plus spécialisées tel que des opérations pouvant impliquer du nucléaire ou même du sabotage de sous-marins (2)! Cette firme fait partie de l'International Peace Operations Association, qui est une association américaine représentant les intérêts des plus gros joueurs de « l'industrie de la paix et de la stabilité», selon leurs propres mots. Plus de 42 compagnies de cette association sont présentes en Irak, dont DynCorp International LLC, Blackwater USA et Triple Canopy Inc. Concrètement, ce groupe assure la logistique et un soutien militaire. Ce n'est ni plus ni moins qu'une coalition de mercenaires privés. Ces firmes auraient reçu officiellement, depuis le début de l'invasion irakienne, près de 4 milliards US$ de contrats. Blackwater, à elle seule, a reçu environ 1 milliard de US$ en contrat. Ces compagnies fournissent actuellement 180 000 mercenaires en territoire irakien. De ceux-ci, 50 000 seraient directement impliqué dans des opérations militaires, ce qui fait d'eux la deuxième force militaire en importance en Irak, dépassant même en nombre les militaires britanniques. Il est aussi intéressant de constater que pour la seule année 2001, les dix plus grandes compagnies de sécurité américaines ont donné 32 millions de $ en contributions électorales et opérations de lobbying au gouvernement américain (3). Par ailleurs, un rapport récent soumis au congrès américain définit les employés de ces firmes comme des mercenaires, et non des combattants, puisqu'ils ne sont pas membres d'une armée sous la chaîne de commandement d'un des belligérants. Si ces mercenaires sont capturés, ils ne sont donc pas considérés comme des prisonniers de guerre, mais bien des civils armés, selon la Convention de Genève (4). Mais ne soyez pas inquiets, certains de ces mercenaires auraient été payés jusqu'à 1000 US$ par jour pour faire leur sale boulot!!

Un article du *Guardian* du 6 mars 2004, rapporte que Blackwater USA aurait ramené à son camp d'entrainement, en Caroline, un commando de 60 mercenaires chiliens qui auraient pour la plupart été entraînés sous le gouvernement Pinochet. Par ailleurs, des soldats provenant entre autre de la Bosnie et des Philippines auraient aussi été recrutés, ce qui est grandement significatif, si on considère l'histoire récente de massacres et de torture dans ces pays. Pour un gouvernement, qui se défend de pratiquer la torture en Irak, ses sélections d'employés contractuels laissent présager le pire.

Le néolibéralisme étant ce qu'il est, la privatisation du conflit est avantageuse pour le gouvernement américain. En effet, elle permet de diminuer son implication militaire et de minimiser ses pertes en soldats, puisque les mercenaires des compagnies qui sont tués ne sont pas comptabilisés en pertes par le Pentagone lors des opérations militaires. La seule attaque sur Fallujah, en 2004, aurait impliqué la mort de 40 «civils» américains qui étaient en fait des mercenaires lourdement armés. Officiellement, ceux-ci étaient responsables de l'acheminement de la nourriture aux populations touchées par les attaques. De plus, ces implications non officielles dans de nombreux autres conflits partout sur la planète, tel qu'au Libéria, au Rwanda, en Bosnie, au Pakistan et dans différents pays d'Amérique Latine dont la Colombie, permettent aux USA de décliner toute responsabilité à propos des violations de la convention de Genève puisque leur armée n'est pas directement impliquée (2). Concrètement, la principale mission de ces mercenaires en Irak est de semer le chaos dans différentes zones, afin de justifier les interventions brutales des GI's américains. De toute façon, que ces soldats soient de l'armée régulière ou des mercenaires, ce seront toujours les populations civiles qui paieront de leur sang l'avidité du capitalisme.

En tant que communistes libertaires, l'utilisation de ces mercenaires ne peut que nous rappeler l'utilisation par Franco, avant et durant la révolution espagnole, des légionnaires marocains et Maures qui étaient reconnus pour leur cruauté. Lorsqu'en octobre 1934, les mineurs des Asturies se soulevèrent contre la perspective de l'arrivée au pouvoir de la droite, ce sont ces mercenaires qui écraseront dans un bain de sang, en douze jours, l'insurrection ouvrière. Même si ces conflits n'ont rien en commun, la logique du capitalisme privé et de l'industrie de la mort qui est nécessaire et essentielle au maintien du capitalisme moderne, est toujours la même. La guerre est une « business » dont les grands capitalistes auront toujours besoin afin de maximiser leurs profits et d'étendre toujours plus leurs empires….

Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes!

Notes:

[1] The New York Times 14 oct., 2007
[2] Mother Jones may/june 2003.
[3] http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2007/10/05/003-blackwater-vendredi.shtml
[4] Private Security Contractors in Irak:Background, Legal Status, and Other Issues. CRS, July 11, 2007.

Courrier :
Les « Accomodements raisonnables »

Assez! Qu'on nous foute la paix, une fois pour toutes, avec «L'identité québecoise», un terme qui colle mal à la gélatine qu'on veut nous faire prendre pour une société. Il suffit d'éteindre son téléviseur un certain temps pour sentir peu à peu s'évaporer l'illusion d'unité de la «nation» comme l'illusion d'unité du monde. Rien n'est vécu collectivement, chacun est seul à se rêver «citoyen» et «participant à l'histoire». Chacun est seul devant l'écran. Une fois ce fait constaté, le drapeau du Québec (l'union du lys monarchiste et de la croix catholique) devrait être piétiné et souillé par la foule. Ce serait là un premier geste réellement collectif !

Il faut que cesse enfin ce cirque médiatique, ce faux débat sur les «accomodements raisonnables» qui ne sert qu'à détourner les exploités du constat de leur asservissement. Qu'un parti de droite comme l'ADQ ait réussi à mobiliser le vote en feignant plus ou moins de questionner les politiques québécoises sur l'immigration montre assez bien qu'une xénophobie existait en latence chez ce troupeau d'esclaves qui s'était, jusqu'à maintenant, renvoyé à lui-même l'image d'un peuple acceuillant.

Ce nationalisme, ce reste bien entretenu des frustrations post-coloniales, qui aura servi un temps, aux québécois francophones, à lutter contre la servitude des «boss» du Haut Canada et à se gagner une meilleure part du gâteau capitaliste, ce nationalisme est aujourd'hui l'instrument de la prise de pouvoir pour un parti politique au service du patronat dont les ambitions avouées sont de saper dans les acquis sociaux et d'installer une dictature du fric semblable à celle des USA. Les autres partis bourgeois, au lieu de dénoncer cette démagogie, ont essayé de la récupérer et de la faire jouer à leur avantage. Preuve, s'il en est une, qu'aucun pouvoir politique s'exerçant de haut en bas ne peut agir sans systématiser le mensonge et l'hypocrisie.

Libertaires, insoumis, nous refusons ce pouvoir centralisé qui transforme les peuples en bovins. Nous nous révoltons contre les frontières qu'on nous impose comme des enclos. Défendre la laïcité comme un absolu serait défendre absolument des institutions que nous conchions. Nous sommes plutôt pour le blasphême.

Québécois, Québécoises, cessez de l'être !

Des lecteurs nous ont fait parvenir ce texte que nous publions avec plaisir. Vous aussi pouvez nous soumettre vos textes en écrivant à nefacquebec@yahoo.ca. Nous ne pouvons pas garantir que nous allons tout publier (faute d'espace) mais toutes les soumissions seront prises en considération.

DVD : Le réseau Edelweiss pirates



On a parfois tendance à croire qu'il n'y avait plus aucune opposition au nazisme en Allemagne pendant la deuxième guerre mondiale. Or, il n'en est rien. Des gens, peu nombreux c'est vrai, ont continué de résister aux nazis. Y compris des groupes d'adolescents en rébellion ouverte avec les jeunesses hitlériennes. Un film vient de sortir sur l'un de ces groupes d'adolescents de l'ombre: les pirates d'Edelweiss. Qui sont ces pirates? Essentiellement un gang de rue comme il y en a partout! Sauf que, dans un contexte totalitaire, ces jeunes-là ont résisté comme ils ont pu au nazisme. En quittant l'école et en refusant les jeunesses, l'armée et le travail forcé, en se faisant pousser les cheveux, en faisant du plein air, en écoutant de la musique, en prônant la mixité... Et en se claquant régulièrement avec les jeunesses hitlériennes! Pendant la guerre, l'essor du groupe fut fulgurant dans certaines parties détruites des quartiers populaires de Cologne où l'État avait du mal à complètement faire régner l'ordre. On évalue que les pirates ont compté jusqu'à 3000 membres. Avec le temps, certains sont passés aux choses sérieuses. Un petit groupe a même planifié le plasticage du QG de la Gestapo avec des résistants «adultes». Malheureusement, ils se sont fait prendre et six d'entre eux ont été pendus publiquement (avec sept adultes). C'est leur histoire que raconte de belle façon le film Edelweiss pirates (de Niko von Glasow). Ce n'est pas nécessairement très glorieux comme histoire mais, en la regardant, on ne peut s'empêcher de penser qu'en quelque part l'honneur de l'Allemagne repose entre autre sur les épaules de ces jeunes-là. À voir.

Le réseau Edelweiss pirates, un film de Niko von Glasow. Allemagne 2004 (ça vient de sortir en DVD ici).

DVD : Le vent se lève

Le vent se lève, le dernier film de Ken Loach qui lui a valu la palme d'or à Cannes, est finalement disponible dans les clubs vidéo. Il s'agit essentiellement d'une relecture révolutionnaire de la lutte armée ayant mené à la création de «l'État libre» d'Irlande dans les années 1920. Le cinéaste suit un groupe de volontaires de l'IRA dans les campagnes environnantes de Cork entre 1919 et 1923, jusqu'à la signature du traité de paix avec l'Angleterre et la lutte fratricide qui a opposé les compagnons d'armes d'hier. Pour une fois, cette histoire n'est pas racontée dans une perspective strictement nationaliste. Comme toujours avec Loach, les contradictions de classe du conflit sont explicitées et les débats politiques qui ont déchiré les protagonistes ne sont pas escamotés. Même s'il est le cinéaste fétiche des trotskystes, Loach dénonce, comme dans Terre et Liberté, la logique liberticide et mortifère du militarisme, du nationalisme et de l'étatisme ainsi que l'effet que cela peut avoir sur un groupe de révolutionnaires armés. Oh, il est peut-être utile également de souligner que, indépendamment de l'aspect politique, c'est un très bon film de guerre, beau, poignant et... divertissant!



Le vent se lève, un film de Ken Loach, avec Cillian Murphy et Padraic Delaney

Sur les lignes... Chronique syndicale

Une organisation de classe mondiale

C’est pour créer une « organisation de classe mondiale » (sic) que Molson Coors a fermé son usine d’Edmonton en Alberta, le 31 août dernier. Un conflit de travail y faisait rage depuis le 30 mai. L’inflation importante en Alberta a incité les travailleurs à demander une augmentation de 19% des salaires mais surtout un traitement équitable des jeunes travailleurs en ce qui a trait aux fonds de pension. Or, la fermeture de l’usine établie à Edmonton en 1903 (avant que l’Alberta ne devienne une province et Edmonton une ville !) ne semble pas être le résultat du conflit de travail, mais plutôt une étape dans la consolidation capitaliste de la compagnie. Le syndicat des travailleurs canadiens de l’automobile représentant les 136 travailleurs mis à pied insiste sur le caractère étasunien de la fermeture. En effet, Molson ayant fusionné avec Coors en 2005, un brasseur du Colorado, Molson a perdu son caractère « canadien » malgré son marketing nationaliste. En fait, la famille Coors est étroitement liée à la droite américaine.

Alors qu’à Montréal, notre syndicat, les Teamsters, a brillé par son inaction et son manque de solidarité, c’est vers Saskatoon qu’il est tentant de regarder. Lors de la fusion de Molson et d’O’Keefe en 1989, plutôt que de voir leur usine fermée, des travailleurs d’O’Keefe de Saskatoon ont repris l’usine et lancée la Great Western Brewing Company. La brasserie existe toujours aujourd’hui, emploie plus de 80 travailleurs et brasse 10 bières primées mondialement.

Un lecteur de *Cause commune*

En conflit...

Au moment d’écrire ces lignes, 24 octobre, il y avait au moins 516 prolos en grève ou en lock-out au Québec

Zizique : Du rap de titan



Webster, membre de *Limoilou Starz*, roule sa bosse depuis bon nombre d’années maintenant. Ayant commencé l’exercice de son art en anglais, il fait sa *révolution française* il y a de ça pratiquement cinq ans afin de mieux se faire comprendre de son public. D’ailleurs, touTEs ses fans vous le diront, il cherche à toucher le plus de monde possible avec des textes engagés et des rythmes diversifiés. Les seulEs déçuEs seront les maniaques de *gangsta rap* et de *bling-bling*.

Son premier album solo, après avoir travaillé sur quelques ouvrages collectifs, est un produit mûr. Les mélodies sont recherchées et les textes étudiés, ce qui lui permet de s’affirmer comme partie prenante du *Terrorythm*. Vous voulez savoir ce que c’est? Allez voir sur son myspace au http://www.myspace.com/websterls. Du hip hop varié, travaillé et intelligent, de quoi ne pas regretter votre achat.

Sagesse Immobile, Webster, sur Abuzive Musik / DEP

Action directe contre un patron véreux!

Le 12 octobre, un peu plus d’une vingtaine de militantEs et sympathisantEs du Réseau de Solidarité des Travailleurs et des Travailleuses (RSTT) sont parvenuEs à faire cracher 120 $ à un patron qui n’avait pas payé les deux jours de travail de deux employés-camarades.



« L’employeur engage beaucoup de personnes, il leur fait faire une formation et un quart de travail, puis il les congédie sans les payer. Quand je suis allé leur demander mon salaire, M. Hallak m’a dit qu’il ne me connaissait pas,» explique M. Ousmane Thiam, ex-travailleur du Centre d’appel qui a réclamé son salaire avec le RSTT. C’est apparamment une pratique courante de la compagnie.

Le patron visé ne voulait pas payer les salariés et a appelé la police quand le groupe de militantEs s’est pointé dans son bureau. À l’arrivée des flics, ceux-ci ont reconnu que l’employeur avait tort et les salariés sont repartis avec leur chèque de deux jours de salaire (sans déductions). Une action similaire avait déjà été posée dans le passé lorsqu’un travailleur immigrant du restaurant Double-Pizza de la rue St-Denis s’était vu refuser sa paie. Là également, l’action du RSTT avait été couronnée de succès. Comme quoi la solidarité et l’entraide ne sont pas de vains mots lorsqu’il est temps de confronter ceux et celles qui n’hésitent pas à être sans scrupules.

Problème avec ton boss (à Montréal), appelle le RSTT au 514-830-0066

La grève est reportée
mais la mobilisation étudiante se poursuit

Réunis en congrès les 19 et 20 octobre, les membres de l’Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont dû se rendre à l’évidence: il n’y aura pas de grève générale cet automne. En effet, si une quinzaine d’associations universitaires ont obtenu un mandat de grève, le plancher de 25 000 étudiantEs n’a pas été atteint et aucune association collégiale n’a emboîté le pas. Toutefois, l’escalade des moyens de pression se poursuit.

Des actions
La campagne « Pour un réinvestissement, pas n’importe comment » se poursuit à l’automne, bien que le recours à la grève générale illimitée soit mis en suspens en vue d’élargir le mouvement. L’ASSÉ analyse que les votes d’assemblées générales des dernières semaines indiquent que bon nombre d’étudiants et d’étudiantes sont prêts et prêtes à lutter pour un accès universel au droit à l’éducation.

L’ASSÉ précise que l’escalade des moyens de pression va s’accentuer au cours des prochaines semaines. Plusieurs journées d’actions sont à prévoir, dont une manifestation nationale le 15 novembre prochain. « L’accalmie n’est pas une option : c’est dans les rues que nous allons mettre de l’avant nos revendications, que le gouvernement se le tienne pour dit » avertit Guillaume Fortin, porte-parole de l’ASSÉ. L’ASSÉ invite les associations étudiantes du Québec, quelle que soit leur allégeance, à se mobiliser : des journées de grève sont aussi envisagées pour l’occasion.

Éducation populaire
Pour contrer la désinformation, l’ASSÉ relance une vaste campagne d’éducation populaire sur ses revendications. Les étudiants et étudiantes membres de l’ASSÉ revendiquent une amélioration de la qualité des ressources et services en éducation post-secondaire, et ce, libre de l’emprise du privé. La mise en place d’un système de garde public adapté à la conciliation études-familles parait primordiale en ce sens. La gratuité scolaire demeure le meilleur moyen d’assurer l’accessibilité du droit à l’éducation. « Le discours comptable des gestionnaires de service a toujours aussi bonne presse : nous allons à l’encontre d’une idéologie qui vide de sens toute responsabilité publique. Il nous faut diffuser plus largement notre projet de société » indique Guillaume Fortin.

Suite de la une...

Question trahison, la FGAAC, un syndicat corporatiste (il syndique uniquement les conducteurs de trains) s’est désolidarisé des autres syndicats en négociant une entente permettant aux conducteurs seulement de sauver leurs avantages sur la question des régimes spéciaux de retraite. Aussitôt cette entente conclue ce syndicat a immédiatement retiré ses appels à la grève. Preuve que la collaboration et le corporatisme n’ont pas de frontières.

Pour le moment, il est trop tôt pour prédire le dénouement de ce vent d’agitation. Plusieurs possibilités existent. Soit le mouvement continue et prend de l’ampleur au point de venir une véritable fronde au visage du nabot présidentiel. Soit la grève cesse pour mieux en préparer une autre plus tard. Ou bien, tout rentre dans l’ordre, Sarko gagne et le mouvement se meurt. Il est évident que la NEFAC espère que les travailleurs, les travailleuses, les étudiants et les étudiantes ainsi que l’ensemble des victimes du petit Sarko se lèvent et se mobilisent en profitant du 18 octobre pour lancer un mouvement d’ampleur.

[1] Loi obligeant les ressortissants étrangers qui demandent le regroupement familial à passer un test d’ADN pour prouver leurs liens familiaux.
[2] Les régimes spéciaux sont en fait les plans de retraite de certains secteurs que le gouvernement Sarko tente en ce moment de restreindre, en repoussant l’age de la retraite.
[3] Loi facilitant la privatisation des universités en attribuant plus d’autonomie aux différentes universités, ce qui est semblable au projet d’habilitation des cégeps.
[4] Société Nationale des Chemins de Fers, et Régie Autonome des Transports Parisiens
[5] Confédération Générale du Travail
[6] Solidaire, Unitaire et Démocratique
[7] Force Ouvrière
[8] Contrat de Première Embauche, contrat permettant de virer plus facilement les nouveaux travailleurs et nouvelles travailleuses qui en sont à leur première présence sur le marché du travail